C'EST VIVRE DANS UN MONDE NOUVEAU

VOILÀ UNE PAROLE d'espoir et de joie qui fait contraste avec les jours sombres que nous traversons. A quoi s'applique-t-elle ? Quels sont les heureux humains à qui il est donné de la prononcer ?

C'est d'électrification rurale qu'il s'agit, et ses bénéficiaires sont les cultivateurs d'Ontario dont les fermes, grâce aux bienfaits de l'électricité, se transforment peu à peu en « un nouveau monde » dans lequel il fait bon vivre.

« Depuis vingt ans et surtout au cours de la dernière dizaine d'années, le service hydro-électrique fait maintenant partie intégrante de l'économie ontarienne, agricole aussi bien qu'industrielle. Les habitudes et le niveau de vie en ont été profondément modifiés dans des centaines de centres agricoles de la partie méridionale de l'Ontario et dans plusieurs districts du nord. Le service hydro-électrique contribue d'une façon positive à la prospérité de la ferme. Il élargit l'horizon de l'école rurale en facilitant, grâce à la lumière électrique et à l'eau courante, l'enseignement ménager et les travaux manuels. Mais il y a encore mieux. L'électrification rurale est en train de rendre la maison de ferme attrayante pour un nombre croissant de jeunes Ontariens et d'en faire un endroit où il fait bon vivre en ces temps difficiles. »

Ainsi s'exprime, dans le numéro spécial de *Think* sur l'Exposition nationale de Toronto, M. T. H. Hogg, président de la Commission hydro-électrique de l'Ontario. Il estime à 65,000 le nombre des fermes qui bénéficient du service hydro-électrique de la province, pour ne rien dire de quelque 55,000 autres abonnés des régions rurales. L'électrification se fait selon un programme soigneusement préparé. La province est divisée en 184 districts ruraux où le réseau de distribution primaire ne compte pas moins de 20,000 milles; il a doublé depuis 1935, signe de la rapidité avec laquelle s'accomplit cette « révolution » de la vie rurale ontarienne.

L'électrification de la ferme se fait progressivement. C'est d'abord l'éclairage propre, gai, facile de la maison et des bâtiments de ferme, éliminant du coup la lampe à pétrole et le fanal encombrant, dangereux pour le feu. Le poste de TSF et la laveuse électrique apparaissent bientôt au foyer. Puis, peu à peu, ce sont les innovations qui permettent de faire des économies de temps et d'argent, des petits revenus supplémentaires; les plus appréciées sans doute sont celles qui apportent à la fermière certains avantages, jusque-là privilèges exclusifs de la ménagère de ville, qui exerçaient sur elle une attitude malsaine: poêle électrique, etc.

On déplore universellement l'exode antisocial des campagnes vers les villes. Ce ne sont pas les beaux discours qui garderont nos gens sur la terre, mais l'assurance qu'ils peuvent y faire décemment leur vie, en prenant, tout comme les citadins, leur juste part des avantages matériels de la civilisation moderne.

Ce n'est pas l'Ontario, mais le vieux Québec, multimillionnaire en houille blanche, qui aurait dû le premier connaître l'électrification rurale. Mais l'Ontario jouit d'une hydro-provinciale, tandis que Québec en est encore au régime de la Shawinigan Power... Si rien ne change de ce côté, nos campagnes, dussent-elles devenir parfaitement bilingues, ne connaîtront jamais « ce monde où il fait bon vivre ».

A V E C C O M M E N T A I R E S

BÂTIR ET REBÂTIR

LA danse des millions (des milliards!) accélère son rythme, créant pour l'après-guerre un problème d'une ampleur inimaginable. Comment réadapter à une économie de paix une nation mobilisée dans toutes ses ressources vives, humaines, industrielles et agricoles ?

La *Tenth Fortune Round Table Conference*, groupant une vingtaine des Américains les plus en vue du monde universitaire, industriel, ouvrier et gouvernemental, a attaqué de front le problème: « After the war—What? » Et le sous-titre du compte rendu des délibérations en marque bien l'orientation: « Comment occuperez-vous les millions de travailleurs engagés dans les travaux de la défense? Que ferez-vous de notre industrie de guerre gigantesque? C'est maintenant qu'il faut y voir ». On s'entendit pour reconnaître que le meilleur espoir de réadaptation du pays à une économie de paix était l'industrie du bâtiment. L'aviation civile elle-même, dont on prévoit l'expansion prodigieuse, ne saurait guère retenir, pour les besoins de fabrication, plus d'un cinquième de la main-d'œuvre actuellement employée à la production aéronautique de guerre. Le bâtiment, tant à cause du nombre d'industries connexes intéressées que de la crise du logement qui sévit aux États-Unis depuis de nombreuses années, offre les gages plus solides pour alimenter l'activité de la machine économique du pays et résorber une partie considérable de la main-d'œuvre licenciée. M. Palmer, économiste de Washington, tablant sur les besoins du pays, propose pour une période de dix ans la construction annuelle de 1,600,000 logements, représentant un chiffre d'affaires de sept milliards par année.

Mais de nombreux obstacles barrent la route à la réalisation d'un projet d'une telle envergure, en particulier les règlements de construction désuets de beaucoup de villes et d'États. D'où la résolution unanime suivante présentée comme moyen concret et efficace de préparer l'après-guerre: « We urge that housing research be organized by either government or industry and that government and economic groups cooperate at once to remove the obstacles to what should prove to be a vast housing expansion in both the cities and rural areas. If nothing is done actively to bring about these changes until after the war, a great opportunity to absorb workers will have been lost... »

Les problèmes d'après-guerre se poseront au Canada à peu près dans les mêmes termes qu'aux États-Unis. L'industrie du bâtiment nous offre à nous aussi le meilleur espoir de restauration économique en même temps que sociale. Puissent nos dirigeants politiques, financiers et industriels, préparer l'après-guerre autrement que par des déclarations platoniques, en organisant, selon la résolution explicite du *Round Table* étatsunien, l'étude et l'élaboration d'un programme de construction domiciliaire. Cela pourrait être le salut de l'économie canadienne ébranlée par l'effort de guerre et l'occasion inespérée de donner enfin à notre peuple, à tout notre peuple, de meilleures conditions d'habitation.

L'AGONIE D'UN RÉGIME

DOUZE associations de sciences économiques et sociales ont tenu ensemble un congrès de trois jours à New York, du 27 au 30 décembre dernier. Plus de 750 spécialistes y ont exprimé leurs idées sur les problèmes d'aujourd'hui.

L'ouverture récente des hostilités entre le Japon et les États-Unis tempérait, on le pense bien, l'enthousiasme des congressistes. Souvent, au cours des exposés, on entendit, non sans malaise, la phrase au relief brutal: « ...If we win the war ». Un sérieux d'une nuance particulièrement réaliste imprégna les délibérations. Dans le secteur économique, il était facile de sentir tout un courant d'idées neuves: il y a deux ou trois ans, qui aurait parlé comme on l'a fait de nationalisation bancaire, de contrôle de l'industrie et de la finance, etc? Et voici qu'un vétéran des théories traditionnelles de la monnaie et de la banque ne craignit pas d'affirmer que les États-Unis s'en vont droit à la centralisation nationale de la banque et que l'armature financière américaine va céder devant la politique fiscale du trésor.

Lorsqu'il a abordé le sujet des répercussions de la guerre actuelle sur les institutions économiques, le professeur Hansen, de Harvard, n'a pas eu peur de déclarer qu'on assistait à la fin du régime classique de l'entreprise libre. Après la guerre mondiale de 1914-18, dit-il, les gouvernements se sont démis des pouvoirs extraordinaires qu'ils avaient dû assumer, et ont redonné leur liberté aux institutions; à la fin de celle-ci, il nous faudra faire face à nos problèmes économiques et sociaux avec de nouvelles attitudes: « we will face the mechanism with new attitudes ».

Les gouvernements auront à promouvoir l'embauchage intégral, à assurer la pleine utilisation des ressources nationales et la primauté des valeurs sociales sur les valeurs économiques. Hier, on voulait s'accommoder des désordres du régime. Ce temps est passé. Aujourd'hui, on ne reculera pas devant les mesures radicales pour y mettre fin. Dans son allocution de circonstance, le président de l'Association des Économistes a fait appel, en vue de la reconstruction sociale d'après-guerre à la collaboration de l'État, de l'industrie, des syndicats et autres groupements influents.

Deux jours plus tard, un groupe d'économistes, représentant les universités canadiennes, se réunissait à Ottawa, à l'invitation du gouvernement fédéral, pour discuter de l'économie de guerre. On cherchait moins à les consulter qu'à leur exposer les attitudes du gouvernement relativement au contrôle des prix, de l'industrie, etc. Nos économistes se sont fort scandalisés — beaucoup plus que leurs collègues américains — des audaces gouvernementales et se rallient avec grande répugnance — quand ils le font — à une situation de fait qui bouscule tous les principes chers de l'orthodoxie libérale. Mais, de bon ou de mauvais gré, au Canada et surtout aux États-Unis, la plupart des économistes reconnaissent que le bon vieux temps a vécu et qu'un ordre nouveau s'élabore: il faudra le rendre humain et chrétien.

LE SENTIMENT DU SOL

D'UNE conférence du Père Paul Donceur prononcée après l'effondrement de la France et reproduite dans la *Cité Nouvelle*, nous extrayons ces quelques lignes sur « le sentiment du sol ». Elles méritent d'être méditées par le peuple de paysans que nous sommes, peuple en train de perdre ses attaches bienfaites à la terre:

« Avoir — ou restaurer en nous et en notre peuple — le sentiment de la France, c'est d'abord rétablir le sentiment d'un sol, d'un pays. »

« Pierre Lafue (*La France perdue et retrouvée*) faisait une manière de Confession d'un enfant du siècle, quand il notait « qu'une longue suite d'accidents politiques ou sociaux a fait perdre à beaucoup de Français le contact direct avec le sol, fondement véritable du patriotisme. Ils sont nombreux ceux qui errent à travers un pays où ils ne se sentent jamais chez eux... *Dépaysés*... »

« Notre premier effort sera de nous enraciner de nouveau dans un sol, de faire renaître en nous le sentiment d'une appartenance foncière. Par là nous reprendrons le sentiment d'être liés, par des racines enfoncées dans un terroir, à la terre de France. Si le régionalisme (dont on parle souvent superficiellement) n'était qu'un amateurisme pittoresque, il trahirait sa mission qui n'est pas d'amuser nos curiosités, mais de nous amarrer dans le sol, de nous rendre un pays. »

« Homère, dit Clio, avait un pays. Platon avait un pays. Corneille avait un pays. Rembrandt avait un pays. Beethoven avait un pays. Et un pays local et un pays temporel. Et Jésus avait un pays. »

« Les nomades n'ont pas de patrie, parce qu'ils n'ont pas de pays. Le nomadisme des mœurs modernes a beaucoup fait pour détruire ou du moins compromettre dans le cœur des Français d'aujourd'hui, déracinés de leur terre natale, de leur terre paternelle, le sentiment de la France. Celui qui n'est ni de Bretagne ni de Béarn, ni de Provence, il n'est plus de nulle part. La réforme que poursuit le Maréchal par la reconstitution des Régions est bien plus qu'une réforme administrative ou économique. Elle travaille à la reconstruction organique d'un peuple qu'elle rattache à sa terre. »

« Le retour à la terre » dont on fait également quelque bruit est plus qu'un retour à la culture du blé ou de la betterave, c'est une replantation de l'homme, une réinsertion dans la terre nourricière, dont le mythe d'Antée nous enseignait en parabole la vérité. Mais savions-nous encore lire les paraboles ?

« C'est d'abord l'amour de notre petite patrie qui nous apprendra à mieux aimer la France. Plus le Champenois, plus le Périgourdin, plus le Comtois aimeront leur patrie natale, plus ils se sentiront engagés dans le vaste réseau de la France, qui n'est faite en somme que pour garantir, protéger et nourrir l'existence des patries françaises. Jamais le Lorrain ou le Flamand, ne se sont sentis plus Français que lorsqu'ils ont vu menacées leur Lorraine ou leur Flandre. Ce sentiment est si fort qu'il a suffi à inspirer à des paysans tous les courages. Les meilleurs soldats de la France ont été les hommes de la terre, qui, ne connaissant que leurs champs, leurs forêts ou leurs montagnes, savaient que c'étaient elles, lointaines terres paternelles, qu'ils défendaient sur la Somme ou à Verdun. »